PALUDISME, FIÈVRE JAUNE, VIH/SIDA...

Les dangers qui guettent les supporters au Brésil

Les deux mille supporters algériens qui se rendront au Brésil pour la Coupe du monde pourraient être confrontés à des risques réels sur le plan sanitaire. Pour l'heure, les autorités algériennes n'ont pas encore pris de mesures en matière de vaccination contre les maladies tropicales et de sensibilisation aux risques d'infection au VIH/sida.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - *Brésil, le football, les plages de sable fin, la samba, les jolies filles… au-delà de la carte postale féerique peuvent se cacher de réelles menaces. Dans ce pays d'Amérique du Sud, elles sont essentiellement d'ordre sanitaire.*

Le docteur Fethi Benachenhou, qui se présente comme «médecin très inquiet de l'état de la santé», tire la sonnette d'alarme. «Plusieurs centaines de jeunes Algériens vont séjourner durant deux semaines au Brésil, un pays où la fièvre jaune et le paludisme sont des maladies très présentes. Des dispositions auraient dû être prises pour vacciner les supporters et les membres de la délégation. Le temps presse car dans le cas de la fièvre jaune, le vaccin doit être administré dix jours avant le départ. Mais jusqu'à présent, rien n'a été fait. Une commission a bien été installée pour gérer tous les aspects liés à la participation de l'Algérie au Brésil, mais impossible d'obtenir des informations sur la prise en charge sanitaire», explique le docteur Benachenhou. Il ne manque pas de rappeler les cas des supporters atteints de paludisme après être revenus de la Coupe d'Afrique qui s'est tenue au Burkina Faso.

L'autre danger très présent au Brésil est sans nul doute le VIH/sida. «C'est un réel problème car il n'y a aucune campagne de sensibilisation concernant le sida. La notion de corps et de sexe au Brésil diffère totalement de celle de la société algérienne. Les supporters seront confrontés à un très grand risque si aucune disposition n'est prise pour les sensibiliser. Là encore, il n'y a eu aucune campagne d'information sur ce sujet».

Du côté de la Fédération algérienne de football, on confirme que toute personne devant se rendre au Brésil doit être munie d'un carnet de vaccinations. «C'est une obligation, les cadres de la FAF qui se sont rendus dans ce pays devaient présenter ce document à l'entrée du territoire», indique Adel Hadji, responsable de la communication de cette fédération. Il avoue cependant ne pas avoir de détails sur les vaccins imposés par les autorités brésiliennes. «Prenez attache avec le Touring voyage d'Algérie, qui est en charge de l'organisation du séjour». Mais à TVA, on ne semble pas en savoir plus. La préposée au guichet explique avoir vaguement entendu parler d'une vaccination obligatoire. «Je pense que les personnes concernées par ce voyage recevront tous les détails lorsqu'elles se présenteront pour retirer leurs billets», note-t-elle.

Le responsable du programme Brésil étant absent, un cadre du tour-operator public explique que cette question relève du ministère de la Santé. «Pour l'heure, nous n'avons aucune information précise».

Pour ce qui est de la sensibilisation autour du VIH/sida, il existe bien un programme de sensibilisation. Mais cette initiative n'est pas algérienne, bien qu'elle soit soutenue par le ministère de la Santé. Protège le Goal (Protect the Goal) est une campagne qu'Onusida organise à chaque grande manifestation internationale de football. Elle a pour objectif de «renforcer le plaidoyer et la prévention pour la lutte contre l'épidémie du sida et la réalisation de l'objectif zéro d'ici à 2015». «Protège le goal débutera dans quelques jours en Algérie à travers une campagne de communication et une série d'activités sportives de proximité», note Fatma-Zohra Benyahia, chargée de ce programme auprès du bureau d'Onusida à Alger.

Photo : Samir Sid

Les supporters algériens seront confrontés à de très hauts risques.

Plusieurs associations sont impliquées dans cette campagne. Une action en direction des supporters est également attendue. «Nous prévoyons de sensibiliser tous les Algériens qui se rendront au Brésil avant leur départ. Une documentation précise sur les dangers du sida et les moyens de s'en protéger sera mise à leur disposition. Ils bénéficieront également d'un accompagnement au Brésil puisque des éducateurs spécialisés feront partie de la délégation».

T. H.

LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES PRÉOCCUPENT LES ALGÉRIENS

General Electric lance un programme de sensibilisation

General Electric lance une campagne de sensibilisation autour des problèmes de santé qui préoccupent les Algériens. Pour les identifier, une enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1000 personnes. Il en ressort que les maladies non transmissibles sont au cœur des préoccupations des individus sondés.

Nawal Imès - Alger (le Soir) - *Connaître les préoccupations des Algériens en matière de santé pour pouvoir y apporter des réponses. C'est la démarche qu'a choisie General Electric dans le cadre de son programme mondial «healthymagination».*

L'étude menée auprès d'un panel de 1 000 personnes des deux sexes à Alger, Oran et Constantine a permis de mettre en exergue les préoccupations en matière de santé.

Les résultats de l'étude présentés hier font ressortir que 55% des sondés considèrent que le coût des honoraires des médecins freinait l'accès aux soins et pas moins de 53% ont estimé que ces coûts étaient une des raisons qui les empêchaient de consulter un spécialiste.

Photo : DR

53% des sondés recourent à l'automédication.

Les personnes questionnées ne cachent pas leur tendance à prendre des médicaments sans aucune prescription et considèrent le cancer comme la maladie la plus grave à hauteur de 35% et que son traitement était coûteux. Si les sondés se sont montrés plutôt optimistes au sujet de leur propre santé, ils apparaissent inquiétés au sujet de la qualité des prestations dans les hôpitaux. D'ailleurs seuls 26% d'entre eux se disent satisfaits de ces prestations. L'étude a permis de démontrer qu'au moins quatre axes étaient classés comme des priorités : le cancer du sein, la santé mére-enfant, les maladies cardiovasculaires et le bien-être.

Des thèmes qui seront au cœur de la campagne de sensibilisation que mènera GE. Farid Fezoua, président-directeur général de GE Healthcare Afrique, a fait savoir au cours de la rencontre consacrée aux résultats de ladite étude que «ce programme traduisait l'engagement de GE à long terme pour améliorer le bien-être copllectif en facilitant l'accès aux meilleurs soins médicaux».

De son côté, Jhon Dineen, président directeur général de GE Healthcare, a qualifié le partenariat avec l'Algérie d'important affirmant que son entreprise investissait non seulement dans les nouvelles technologies mais également dans les ressources humaines en mettant au service de la santé les meilleurs procédés tout en veillant à ce que les coûts ne soient pas un frein à l'accès aux soins pour tous.

N. I.

IL COMPTE RÉUSSIR LÀ OÙ SES PRÉDÉCESSEURS ONT ÉCHOUÉ

Les 10 commandements d'Abdesselem Bouchouareb

«Je n'ai pas de temps à perdre». C'est en ces termes que le nouveau ministre de l'Industrie et des Mines, le 30e depuis l'Indépendance, M. Abdesselem Bouchouareb a conclu son intervention hier, devant les participants aux travaux de la 3e session du comité national de suivi des engagements du pacte national économique et social de croissance.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - *C'était la première sortie publique du successeur d'Amara Benyounès à la tête du département de l'industrie. En effet, Abdesselem Bouchouareb qui revient à la tête de ce département après son bref passage en 1997, a saisi l'opportunité de la présence des responsables des organisations patronales et du secrétaire général de l'UGTA pour mettre en exergue et rendre publique sa feuille de route.*

En d'autres termes, Abdesselem Bouchouareb, qui a annoncé la couleur en portant à la connaissance des présents de l'organisation par son département d'une «grande» rencontre nationale économique et sociale à la rentrée sociale prochaine, a demandé à ses invités de «m'aider, et ce, non pas à titre personnel mais plutôt pour permettre à notre pays d'amorcer sa relance industrielle». «Les partenaires sociaux sont appelés à jouer un rôle important dans cette phase de relance économique et constitue une force de propositions réelles assurant la continuité et la pérennité des entreprises économiques».

Le nouveau ministre de l'Industrie dira par ailleurs, que le «secteur industriel demeure aujourd'hui, le moyen le plus puissant pour engager le nouveau régime de croissance et réussir notre intégration dans l'économie mondiale». A cet effet, il a fait part à l'assistance des mesures au nombre de dix arrêtées autour desquelles est structuré le challenge de son département.

Il s'agit, selon lui, de «la densification et la promotion de la production nationale, le renforcement des capacités de production des entreprises économiques publiques et privées, l'amélioration de la compétitivité des entreprises pour les hisser au niveau des standards internationaux, la promotion de la culture de l'entrepreneuriat, notamment pour les jeunes porteurs de projets, la facilitation de l'accès au foncier et au financement l'amélioration de l'intermédiation financières par l'émergence d'établissement financier, l'amélioration de l'intervention des organes de garanties des crédits et le renforcement des structures et des services d'appui et d'accompagnement au niveau local».

Il n'en demeure pas moins qu'aux yeux du nouveau locataire du département de l'industrie, les «engagements de chacune des parties sont clairement mentionnés, incluant des objectifs opérationnels et adossés à un dispositif de suivi et d'évaluation, ce qui est de nature à confirmer la volonté d'engagement des parties concernées à l'édification et à l'instauration d'un nouveau régime de croissance».

Cela étant, les interventions ayant suivi la communication d'Abdesselem Bouchouareb notamment celle du patron du Forum des chefs d'entreprises (FCE) ou encore celle du secrétaire général de l'UGTA a mis à nu le désaccord qui les oppose, notamment sur la question de «la protection de la production nationale», ou encore «l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

A. B.